

Au Royaume-Uni, « manger ou se chauffer »

Au nord de Manchester, l'inflation frappe d'autant plus les classes populaires que les aides sont rares

REPORTAGE

RADCLIFFE (ROYAUME-UNI) -
envoyé spécial

Helen Walker ouvre le compteur installé devant sa porte d'entrée, appuie sur un bouton et constate : « Ça, c'est pour le gaz. Il me reste... 1 livre sterling de crédit [1,20 euro]. » Dans le couloir de son appartement, elle ouvre un autre compteur : « Pour l'électricité, il me reste... 1,79 livre. Ça doit tenir jusqu'à mercredi, quand je toucherai mon salaire. » Mais on est vendredi. Sera-ce suffisant ? « Il faudra bien. » Comme la grande majorité des habitants de ce quartier pauvre de Radcliffe, en banlieue nord de Manchester, M^{me} Walker dispose d'un système de gaz et d'électricité prépayé. Il faut recharger une carte chez l'épiciériste local pour ajouter des crédits, puis l'introduire dans le compteur. Sinon, c'est la coupure.

Depuis le 1^{er} avril, comme tous les Britanniques, M^{me} Walker subit un choc des prix. Le plafond de l'électricité et du gaz, qui est encadré par le régulateur, s'est élevé de 54 % d'un coup. L'Écossaise de naissance estime que, pour elle, la facture a doublé. « Avant, je mettais environ 30 livres par semaine sur mes compteurs. Désormais, c'est plutôt 60 livres. » Soit environ 12 % de l'ensemble de ses revenus de 486 livres par mois, un maigre salaire pour ses trois heures de ménage par jour dans une entreprise, auquel s'ajoutent quelques aides sociales.

Pendant l'hiver, elle a réussi à éviter les coupures, contrairement à Kevin Croft, qui habite le même quartier. A 68 ans, récemment divorcé et vivant avec une retraite de 650 livres par mois, il s'est régulièrement trouvé sans chauffage. « J'allais au lit avec mon bonnet, des sous-vêtements thermiques, un manteau et des chaussures. Il faisait plus froid dedans que dehors. »

« Plus de mal à donner »

Le quartier de Radcliffe, avec ses maisonnettes en brique louées à bas prix par la mairie, n'a pas attendu l'envolée actuelle de l'inflation pour être pauvre. Les usines de papier ont fermé depuis des décennies et les entrepôts qui les remplacent n'offrent pas des emplois aussi bien payés. Mais ici, la hausse des prix frappe plus durement qu'ailleurs, parce que personne n'a la moindre marge de sécurité financière.

Les banques alimentaires débordent de demandes. « On a l'impression d'être revenus à la panique du début de la pandémie [de

Covid-19], quand les aides d'urgence n'étaient pas encore en place, sauf que, cette fois-ci, on voit mal comment la hausse va s'arrêter », explique Sabine Goodwin, de l'Independent Food Aid Network, un réseau de banques alimentaires.

Le petit déjeuner gratuit distribué à l'Église baptiste de la Trinité, à Radcliffe, a ses habitués. « Mais on voit aussi venir plus de gens qui ont un emploi et qui n'arrivent plus à s'en sortir », témoigne Tina Harrison, qui gère les lieux. Dans un bâtiment préfabriqué situé à l'arrière, deux volontaires préparent les sacs d'alimentation qui seront distribués, prévus pour durer trois jours. « Cette fois-ci, contrairement au début de la pandémie, on peine à recevoir suffisamment de dons de nourriture, parce que l'inflation touche tout le monde et que les gens ont plus de mal à donner », remarque M^{me} Harrison.

L'inflation au Royaume-Uni a atteint 7 % en mars, un niveau similaire à celui du reste de l'Europe. Mais contrairement à ce qui

Le plafond de l'électricité et du gaz, qui est encadré par le régulateur, s'est élevé de 54 % au 1^{er} avril

se fait dans de nombreux pays, le gouvernement britannique a choisi de ne pratiquement pas instaurer d'aides exceptionnelles. Fini l'approche interventionniste liée à la pandémie. S'il existe des allocations d'urgence, qui étaient en place avant la crise actuelle, les deux seules aides supplémentaires sont la possibilité d'avoir une avance sur sa facture (qu'il faut rembourser sur cinq ans) et un rabais sur son impôt foncier.

Le plafond des factures de gaz et d'électricité est revu deux fois par an outre-Manche par l'Ofgem, le

régulateur du secteur. Il est calculé pour éviter que les fournisseurs fassent des marges excessives, mais il se contente de suivre l'évolution du prix des marchés. Dans ces circonstances, les factures ont crû en moyenne le 1^{er} avril de 1277 livres à 1971 livres par foyer et par an. Pour les compteurs prépayés, prédominants dans ce quartier de Radcliffe, c'est encore 2 % plus cher.

La hausse de 54 % a été décidée début février, avant la guerre en Ukraine. Sauf si les prix chutent fortement d'ici là, le prochain plafond, qui s'appliquera à partir d'octobre, devrait encore augmenter, sans doute à 2600 livres par an, selon les calculs de l'association National Energy Action. La « pauvreté énergétique », définie comme le fait de dépenser plus de 10 % de ses revenus dans les factures énergétiques, explose : 4,5 millions de foyers à l'hiver 2021, 6,5 millions aujourd'hui – soit le quart de tous les foyers du pays – et sans doute 8,5 millions

après octobre. « La seule bonne nouvelle est qu'il fait chaud actuellement, mais l'hiver prochain, quand la hausse des prix provoquée par la guerre en Ukraine sera répercutée, on risque de voir de nombreuses personnes forcées de vivre dans le froid », avertit Simon Francis, coordinateur de la coalition End Fuel Poverty, qui regroupe plusieurs associations.

Impact violent

Mathieu Savary, économiste à BCA Research, estime que, pour les Britanniques, l'impact s'annonce particulièrement violent. « L'inflation sous-jacente [hors énergie et alimentation] est de 5,7 %, plus forte qu'ailleurs [3,5 % en zone euro]. Cela signifie que la Banque d'Angleterre va devoir augmenter ses taux d'intérêt à un niveau plus élevé pour enrayer la hausse des prix. » Celle-ci a déjà pratiqué quatre hausses, à 1 %, et devrait sans doute monter progressivement à 3 % en 2023. « Or, les prêts immobiliers sont souvent

indexés sur les taux d'intérêt, rappelle M. Savary. Le Royaume-Uni va connaître de gros problèmes dans les mois qui viennent. »

La vérité est que les difficultés ont déjà commencé. Sur la côte sud, la banque alimentaire de l'association Faithworks, dans la commune de Christchurch, aide une centaine de familles par mois. « On voit des gens qui ont choisi de recharger la carte pour leurs compteurs de gaz et d'électricité et qui ne peuvent plus acheter à manger, constate Tracy Blick, la gérante des lieux. D'autres ont, au contraire, acheté à manger, et ils ne peuvent plus recharger leur carte. Ils doivent littéralement choisir entre manger ou se chauffer. »

Face à cette situation, M^{me} Blick a mis au point des astuces. Pour cuire des pâtes, elle conseille aux gens de faire chauffer leur bouilloire, puis de verser l'eau sur les pâtes et d'attendre vingt minutes. « Ça utilise moins d'énergie que de faire ça sur sa gazinière. » ■

ÉRIC ALBERT



Un écolier sur son vélo à Radcliffe (nord de l'Angleterre), le 6 mai. PHILIP HATCHER-MOORE POUR « LE MONDE »

La Commission européenne revoit ses prévisions à la baisse

La guerre en Ukraine et les confinements en Chine pénalisent la croissance de l'Union européenne et alimentent une forte hausse des prix

BRUXELLES - bureau européen

Ily a quelques mois, les économistes redoutaient une nouvelle vague de Covid-19. C'est la guerre en Ukraine, déclenchée le 24 février, qui est venue chambouler leurs prévisions. Lundi 16 mai, la Commission européenne a présenté ses nouvelles projections, qui esquissent un scénario bien moins optimiste. Désormais, elle mise sur une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 2,7 % en 2022 et de 2,3 % en 2023 au sein de l'Union européenne (UE) comme de la zone euro. En février, lors de ses dernières prévisions, elle anticipait une croissance de 4 % en 2022 et de 2,8 % (2,7 % pour la zone euro) l'année suivante.

Les Vingt-Sept continuent de récolter les fruits de la reprise et du plan de relance européen de 750 milliards d'euros. Mais la situation a radicalement changé par rapport à l'hiver 2021. Le 11 novembre, Paolo Gentiloni, le commissaire à l'économie, qualifiait d'« extraordinaires » les perspectives de l'économie européenne, ajoutant qu'une telle situation « ne se représenterait pas de sitôt, peut-être jamais pour [sa] génération », et incitant les États membres de l'Union à se réformer. L'agression de Poutine, au-delà des ravages qu'elle provoque en Ukraine, a doué ses espoirs.

Par ailleurs, les confinements qui se multiplient en Chine face à la recrudescence de la pandémie,

notamment à Shanghai, accentuent les difficultés d'approvisionnement de l'industrie et pèsent sur le commerce mondial. Pour l'Allemagne, qui entretenait des liens économiques importants avec la Russie, c'est la double peine : elle devrait connaître une croissance de 1,6 % en 2022 et de 2,4 % en 2023. La France, dont l'activité dépend moins de ses échanges avec l'extérieur et davantage de la consommation intérieure, s'en sort mieux à court terme (3,1 % en 2022), mais pas au-delà (1,8 % en 2023).

Alors que les prix de l'énergie avaient déjà bondi avec la reprise, la guerre leur a fait franchir un nouveau cap, et la poussée d'inflation qui en découle devrait s'ins-

taller plus longtemps que prévu. D'autant que le conflit en Ukraine a accru les ruptures d'approvisionnement dont souffrait l'industrie européenne avant le 24 février et a fait naître des tensions sur les marchés agroalimentaires. La Commission table dorénavant sur une hausse des prix dans la zone euro de 6,1 % (6,8 % au sein de l'UE) en 2022 – avec un pic à 6,9 % au deuxième trimestre – et de 2,7 % (3,2 % au sein de l'UE) en 2023.

« D'autres scénarios possibles »

Le marché de l'emploi devrait résister à ces vents mauvais et profiter de la fin du Covid-19 et de la réouverture des restaurants, cinémas et autres commerces. Le taux

de chômage devrait encore baisser, prévoit la Commission, pour atteindre 6,7 % en 2022 (7,3 % dans la zone euro) et 6,5 % en 2023 (7 % dans la zone euro). De même, les finances publiques européennes devraient continuer d'enregistrer les bénéfices de la fin des mesures d'aide déployées par les Vingt-Sept quand le Covid-19 avait mis leur économie à l'arrêt. Le déficit public devrait représenter 3,6 % du PIB au sein de l'UE en 2022 et 2,5 % en 2023 (3,7 % et 2,5 % dans la zone euro). Quant au ratio dette sur PIB, il devrait passer de 90 % en 2021 à 87 % en 2022 et 85 % en 2023 (95 % et 93 % dans la zone euro).

Cependant, « ces prévisions sont soumises à une forte incertitude en raison de la guerre en Russie.

D'autres scénarios sont possibles, qui verraient la croissance plus faible et l'inflation plus élevée que nous le prévoyons aujourd'hui », prévient Paolo Gentiloni. Si Moscou coupait le robinet du gaz ou si la hausse des prix se transmettait aux salaires, l'inflation pourrait être encore plus forte. Dans ce cas, la Banque centrale européenne n'aurait sans doute pas d'autre choix que d'augmenter les taux, ce qui pèserait également sur la croissance. Plus structurellement, ajoutent ses experts, « l'invasion de l'Ukraine par la Russie amène à un découplage des économies russe et européenne, dont les conséquences sont encore difficiles à appréhender à ce stade. » ■

VIRGINIE MALINGRE